

03444
Distr.
LIMITEE

ECA/MULPOC/Lusaka/VI/13

FRANCAIS
Original. ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Centre multinational de programmation et
d'exécution de projets (MULPOC) pour
les Etats de l'Afrique de l'Est et de
l'Afrique australe

Sixième réunion du Conseil des ministres

Mbabane (Royaume du Swaziland)

14-16 février 1983

RAPPORT DE LA SIXIEME REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES
DU MULPOC DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'EST
ET DE L'AFRIQUE AUSTRALE

A. INTRODUCTION

1. La sixième réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka s'est tenue à Mbabane (Royaume du Swaziland) du 14 au 16 février 1983.
2. Il s'agissait d'une réunion annuelle ordinaire du Conseil des ministres du MULPOC convoquée conformément à la résolution 311 (XIII) relative aux centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) adoptée par la quatrième réunion de la Conférence des ministres de la CEA tenue en mars 1977 à Kinshasa (Zaïre).

B. OUVERTURE DE LA REUNION, PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

Ouverture de la réunion

3. La réunion a été officiellement ouverte le 15 février 1983 à 15 heures par Son Altesse le Prince Mabandla, Premier Ministre du Royaume du Swaziland. M. H. Meebelo, Ministre chargé de la commission zambienne du plan, en sa capacité de Président du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka à sa cinquième réunion, avait fait quelques remarques liminaires avant d'inviter le Premier Ministre à ouvrir la réunion. M. Adebayo Adedeji, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, a également prononcé une allocution. Une motion de remerciements a été présentée par M. H. Wariithi, Chef de la délégation kényenne, au nom de tous les représentants.

Participation

4. Ont participé à la réunion les ministres et experts des Etats membres suivants: Botswana, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Malawi, Mozambique, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Somalie, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.
5. Etaient également présents en qualité d'observateurs les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées de l'ONU, les autres organisations internationales et les mouvements de libération suivants: le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Institut des Nations Unies pour la Namibie, la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP), le Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, le Centre du commerce international (CCI), l'Inter-governmental Standing Committee on Shipping (ISCOS) l'African National Congress (ANC) d'Afrique du Sud, le Pan Africanist Congress (PAC) et la South West African People's Organisation (SWAPO), ainsi que le représentant du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie.

Election du bureau

6. La réunion a élu comme membres du bureau les personnes suivantes :

Président	- Son Altesse le Prince Nqaba (Swaziland)
Vice-Président	- M. H. Wariithi (Kenya)
Rapporteur	- M. C.E.C. Sanyangare (Zimbabwe)

C. ORDRE DU JOUR

7. La réunion a adopté l'ordre du jour suivant:

- i) Ouverture de la réunion
- ii) Election du bureau
- iii) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
- iv) Présentation du rapport et des recommandations de la sixième réunion du Comité d'experts du MULPOC
- v) Examen du rapport
- vi) Questions diverses
- vii) Date et lieu de la prochaine réunion du Conseil des ministres
- viii) Adoption du rapport
- ix) Clôture de la réunion

D. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

8. M. N. Meebelo, qui avait présidé la cinquième réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka, a résumé les activités essentielles accomplies par le MULPOC en 1982 et déclaré qu'une de ses plus grandes réussites avait été la création de la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe dont il souhaitait qu'elle allait marquer le début d'un nouveau chapitre des relations économiques entre les pays de la sous-région en favorisant l'auto-suffisance collective. Il a souligné que cette nouvelle entreprise aiderait les Etats membres de la sous-région à combattre le régime raciste d'apartheid d'Afrique du Sud et à atteindre l'indépendance politique et économique. Il a ensuite invité le Premier Ministre à ouvrir la réunion.

9. Dans son discours d'ouverture, Son Altesse le Prince Mabandla, Premier Ministre du Royaume du Swaziland, a souhaité la bienvenue aux participants à la sixième réunion du Conseil des ministres du MULPOC des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et a déclaré que c'était pour le Royaume du Swaziland un honneur et un privilège d'accueillir cette réunion, d'autant plus importante qu'elle avait lieu peu de temps après le lancement de la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe survenu en décembre 1982.

10. Il a ajouté qu'il fallait encore explorer de nouveaux domaines de coopération et de collaboration pour le développement économique de la sous-région, qui mènerait inéluctablement à la libération économique, à l'amélioration des conditions de vie des populations et à l'élimination de toutes les formes de misère et d'humiliation qui sont la plaie de la sous-région.

11. Malgré tous les efforts accomplis par l'Organisation des Nations Unies pour que l'actuelle structure de l'économie mondiale soit radicalement transformée, de nombreuses nations en développement souffrent du chômage, de la famine et de déficits commerciaux sans cesse croissants.

12. Vu la récession économique mondiale, les pays en développement devaient se regrouper et formuler ensemble des stratégies de développement économique qui utilisent les vastes ressources matérielles et humaines de la sous-région afin de débarrasser leurs économies de la dépendance et de l'exploitation. Le Premier Ministre a invité la réunion à mettre au point des stratégies concrètes et efficaces afin de sauver les économies des pays de la sous-région.

13. Etant donné les nombreux problèmes auxquels doit faire face cette sous-région, la seule solution possible était la coopération sous-régionale. Il a exprimé l'espoir que le MULPOC, la ZEP et la CCDAa allaient coordonner leurs programmes afin d'éviter les doubles emplois et les chevauchements. En faisant preuve de bonne volonté et de détermination, la sous-région devait pouvoir triompher des problèmes auxquels elle faisait face à l'heure actuelle et aller de l'avant sur la voie de l'indépendance et de l'autosuffisance économique.

14. Dans son allocution, M. Adebayo Adedeji, Secrétaire exécutif de la CEA, a exprimé sa profonde gratitude et sa reconnaissance sincère envers sa Majesté la Régente, le Gouvernement et le peuple du Royaume du Swaziland qui avaient accepté d'accueillir la sixième réunion du Comité d'experts, puis du Conseil des ministres du MULPOC des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Au nom des ministres et de tous les représentants, il a présenté ses condoléances à sa Majesté la Régente, aux membres de la famille royale, au Gouvernement et au peuple du Swaziland qui avaient eu le chagrin de perdre feu le Roi Sobhuza II. Il a rendu hommage à ce dernier, qui avait contribué non seulement à la construction de la nation swazi mais aussi au développement économique de la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe.

15. Il a souligné que la sixième réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka se tenait en un moment de désordre profond dans les relations économiques internationales. L'Afrique, particulièrement vulnérable aux fluctuations cycliques des économies développées, était profondément atteinte. Les PNB et la production alimentaire de nombreux pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe étaient en déclin. Pour répondre à ces problèmes de développement, la sous-région devait tirer le meilleur parti possible de son institution sous-régionale: le MULPOC de Lusaka. Celui-ci, de concert avec la ZEP et la CCDAa, offrait aux Etats membres un forum qui devrait leur permettre de résoudre de nombreux problèmes grâce à des actions communes et concertées.

16. Après avoir félicité les experts pour l'excellent travail qu'ils avaient accompli, le Secrétaire exécutif a invité le Conseil des ministres à adopter le rapport de la sixième réunion du Comité d'experts.

17. Il a déclaré qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter, comme l'avaient fait certaines délégations, du chevauchement des activités du MULPOC avec celles de la ZEP et de la CCDAa. S'inspirant des résolutions 32/197, 33/201 et 37/138 de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil des ministres devrait former un Comité ad hoc composé de cinq pays et des secrétariats de la ZEP, de la CCDAa, du MULPOC et de la CEA afin de préparer un document où seraient clairement définies les modalités de la coopération entre le MULPOC de Lusaka d'une part et d'autre part la ZEP et la CCDAa.

18. Le Secrétaire exécutif a remercié les Etats membres du soutien qu'ils avaient apporté à la résolution 37/138 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Après avoir exprimé sa gratitude envers le PNUD pour avoir financé le fonctionnement de tous les MULPOC au cours des six dernières années, il a exprimé l'espoir que celui-ci continuerait de financer certains projets. Il a invité les Etats membres à s'engager à assurer un soutien financier et matériel au MULPOC de Lusaka lors de la prochaine conférence d'annonces de contributions pour le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement en Afrique qui coïnciderait avec la dix-huitième session de la Commission économique pour l'Afrique, la neuvième Conférence des ministres de la CEA et la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Commission.

19. M.H. Wariithi, Chef de la délégation kényenne, a, au nom de toutes les délégations, présenté une motion de remerciements à Son Altesse le Prince Mabandla, Premier Ministre et au peuple du Royaume du Swaziland.

Présentation du rapport et des recommandations de la sixième réunion du Comité d'experts du MULPOC (point 4 de l'ordre du jour)

20. Le Révérend P.S. Mngomezulu, Président de la sixième réunion du Comité d'experts, a présenté au Conseil des ministres le rapport relatif premièrement à la promotion du commerce, à l'agriculture, à l'industrie, aux transports et aux communications, à la mise en valeur des ressources humaines, aux ressources naturelles, au système panafricain de documentation et d'informatique (PADIS) et aux projets spéciaux d'assistance économique aux mouvements de libération d'Afrique australe et deuxièmement au programme de travail du MULPOC pour 1983 - 1984.

21. Le Comité d'experts avait adopté des recommandations qu'il a alors présentées au Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka aux fins d'examen et d'adoption.

22. Le Conseil des ministres a décidé qu'à l'avenir le secrétariat devrait essayer de présenter une brève synthèse des documents cités dans le rapport afin que celui-ci soit complet et que les lecteurs aient le moins possible à se référer auxdits documents.

23. Le Conseil des ministres a pris acte du rapport présenté par le Président de la sixième réunion du Comité d'experts.

Examen du rapport (point 5 de l'ordre du jour)

I. PROMOTION DU COMMERCE

Rapport intérimaire sur les arrangements relatifs au lancement de la ZEP des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe

24. Le Conseil des ministres a pris note du rapport et a décidé que:

- a) Le MULPOC devrait continuer d'offrir tout le soutien possible au secrétariat de la ZEP pour en assurer l'efficacité;
- b) Il faudrait établir une étroite coordination entre le programme de travail de la ZEP, celui de la CCDAA et celui du MULPOC afin d'éviter les doubles

Etude sur la création d'une bourse de produits agricoles

25. Après avoir étudié cette question, le Conseil des ministres a convenu que le rapport de l'étude y relative devrait être examiné par une réunion d'experts qui devrait être organisée avant la prochaine réunion du Comité d'experts du MULPOC de Lusaka. Le Conseil des ministres a en outre approuvé les recommandations suivantes:

- a) Il conviendrait de créer un groupe de travail composé d'experts des Etats membres de la sous-région, chargé d'élaborer un accord portant création de la bourse, selon un mandat approprié, et d'établir un calendrier en vue de la réalisation de ce projet;
- b) Les Etats membres devraient élaborer et adopter un accord officiel précisant les modalités de la création d'une bourse de produits agricoles au niveau de la sous-région;
- c) Il faudrait examiner en particulier la question de certains produits agricoles, à savoir le maïs, le blé, le riz, le bétail et la viande, le thé, le sucre, le coton, les graines et huiles végétales;
- d) Les membres des associations de producteurs envisagées doivent formuler et adopter les statuts de leurs associations de producteurs, la réglementation sur le commerce de certains produits agricoles, les clauses des contrats et les termes de l'échange.

Les ministres ont également convenu que les recommandations suivantes devraient être soumises aux experts qui se réuniront pour examiner l'étude et le projet d'accord portant création de la bourse:

- e) La bourse de produits agricoles devrait commencer ses activités en tant que centre d'information qui diffuserait des informations sur le marché des produits à l'intention des Etats membres de la sous-région;
- f) La bourse devrait commencer d'ici à 1985 à effectuer des opérations commerciales sur des biens matériels sur la base d'une livraison soit immédiatement (marché au comptant) soit à des dates ultérieures précisées, à condition de développer progressivement le marché à terme.

Rapport intérimaire sur la création d'un centre sous-régional de formation à la promotion des échanges commerciaux à Nairobi

26. Le Conseil des ministres a noté que le centre sous-régional de formation à la promotion des échanges commerciaux de Nairobi devrait être conçu en tenant pleinement compte des activités de l'ESANI et autres institutions nationales de formation de façon à apporter une contribution spécifique. A cette fin le Conseil des ministres a approuvé la recommandation de la réunion du Comité d'experts préconisant que des entretiens aient lieu dès que possible entre le Gouvernement kényen, le MULPOC de Lusaka, le CCI et l'ESANI afin d'élaborer les statuts et d'établir le budget et les besoins financiers du centre ainsi que les sources possibles de financement. Il a, en outre, été convenu que la réunion consultative entre ces institutions et le Gouvernement kényen devrait être convoquée par le MULPOC de Lusaka et que le rapport du groupe de consultation devrait être présenté à la prochaine réunion du MULPOC de Lusaka.

Rapport intérimaire sur la création d'une banque pour le commerce et le développement

27. Le Conseil des ministres a pris note des progrès accomplis jusqu'à présent dans la voie de la création de cette banque.

Examen de la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos en matière commerciale et financière dans la sous-région du MULPOC de Lusaka

28. A l'issue de l'examen de cette subdivision de ce point de l'ordre du jour, le Conseil des ministres a pris note du rapport et convenu que le Président du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka devrait présenter à la prochaine Conférence des ministres africains du commerce un rapport sur ce qui aurait été fait dans la sous-région desservie par le MULPOC de Lusaka pour la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos en matière commerciale et financière. Toutefois, ces rapports devraient, à l'avenir, être présentés au Conseil des ministres qui les adopterait avant qu'ils ne soient présentés à d'autres instances.

II. AGRICULTURE

Rapport intérimaire concernant l'étude de faisabilité relative à la création d'un centre sous-régional de recherche sur le maïs pour le MULPOC des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe

29. Le Conseil des ministres a pris bonne note du rapport et convenu que cette étude devrait être mise au point puis présentée à une réunion consultative d'experts qui devraient avoir lieu du 8 au 16 juillet 1983 à Lusaka (Zambie). Les Etats membres ont été priés instamment de participer à cette réunion consultative.

Descriptif de projet pour le premier cours d'analyse de projets que la CEA et l'OAA envisagent d'organiser pour la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe

30. Vu les déceptions rencontrées par d'autres sous-régions de l'Afrique qui ont essayé d'organiser des cours de ce type sans engager suffisamment de fonds pour ce faire, on a convenu que les Etats membres devraient tout faire pour participer au cours en prenant en charge les frais de voyage et de subsistance de leurs représentants.

31. Le Conseil des ministres a donc adopté les décisions suivantes:

- a) Le cours devrait être organisé sur une base permanente comme programme continu du MULPOC de Lusaka afin de satisfaire les besoins des pays de la sous-région;
- b) En appliquant ces recommandations, la CEA et l'OAA devraient rechercher la coopération de l'Institut de gestion pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et d'autres organisations régionales et internationales appropriées;
- c) Chaque Etat membre devrait essayer de participer à ce cours et prendre en charge les frais de voyage et de subsistance de ses représentants.

Rapport d'activité relatif à l'exécution du Plan alimentaire régional pour l'Afrique

32. A ce sujet, on a souligné que sur l'initiative des pays africains, la CEA allait organiser une réunion des institutions appropriées de l'ONU afin d'établir les documents nécessaires à l'élaboration de résolutions qui seraient présentées à la prochaine Assemblée générale des Nations Unies et concerneraient la désignation d'une ou plusieurs années pour la mobilisation de ressources en vue du développement de l'agriculture en Afrique.

33. Le Conseil des ministres a pris acte du rapport et a adopté les recommandations suivantes:

a) Suivi de l'exécution du Plan alimentaire mondial aux niveaux national et sous-régional

- i) Chaque Etat membre devrait établir chaque année un rapport sur les progrès réalisés dans l'exécution du Plan alimentaire régional pour l'Afrique et le soumettre au MULPOC de Lusaka qui se chargerait d'effectuer une compilation et de présenter un rapport d'ensemble au Conseil des ministres;
- ii) Le MULPOC de Lusaka devrait mettre au point un mécanisme et déterminer les procédures pour l'établissement de ce rapport y compris un canevas détaillé.

b) Prévention des pertes alimentaires

- i) Le MULPOC de Lusaka devrait instituer un mécanisme qui lui permettrait de coordonner ses activités en matière de prévention des pertes alimentaires avec celles de la CCDA, de la ZEP, de l'OAA et de toutes autres organisations régionales et internationales concernées;
- ii) Les Etats membres devraient:
 - a) Formuler sans délai des plans et programmes bien définis de prévention des pertes alimentaires dans le cadre d'une stratégie cohérente de développement agricole conforme aux objectifs déclarés;
 - b) Oeuvrer en vue d'harmoniser leurs plans de préventions des pertes alimentaires avec ceux des autres Etats membres par le biais de la création d'un sous-comité composé de trois ou de cinq membres qui aurait pour tâche spécifique de superviser les activités de prévention des pertes alimentaires aux niveaux national et sous-régional et auquel les Etats membres présenteraient des rapports annuels sur des questions pertinentes;
 - c) Consacrer davantage de ressources aux activités de prévention des pertes alimentaires et faire prendre conscience des problèmes y relatifs notamment aux responsables politiques, aux administrateurs, aux agents de vulgarisation et aux collectivités agricoles;

Il devrait envisager de faire des activités de prévention des pertes alimentaires un élément principal des programmes de la Journée mondiale de l'alimentation qui est célébrée par les pays membres de manière à susciter l'enthousiasme du public et son engagement vis-à-vis des activités de prévention des pertes alimentaires.

- d) Créer un organe spécial de coordination ou tout autre mécanisme viable au sein du département de vulgarisation des ministères de l'agriculture qui s'occuperait de la prévention des pertes alimentaires et coordonnerait les activités de l'ensemble des institutions nationales et les projets bilatéraux et multilatéraux dans ce domaine;
- e) Améliorer et renforcer la formation en matière de prévention des pertes alimentaires à tous les niveaux, en particulier à l'intention des agriculteurs et des agents de vulgarisation par le biais d'une formation en cours d'emploi, ainsi que dans les facultés d'agriculture;
- f) Améliorer le rassemblement et la diffusion des données;
- g) Renforcer les institutions de recherche et accorder l'attention voulue à la recherche appliquée en matière de prévention des pertes alimentaires;
- h) Restructurer et consolider les institutions d'appui existant en matière de commercialisation, d'octroi de crédits et de coopératives d'une manière propre à réduire les pertes alimentaires grâce à un accroissement des crédits alloués à la mise en place d'installations de stockage viables et acceptables pour les collectivités dans les fermes et les centres urbains;
- i) Fournir les encouragements nécessaires aux agriculteurs notamment au niveau des prix à la production;
- j) Appuyer les programmes de mise en place de mécanismes de sécurité alimentaire aux niveaux national et sous-régional, appui qui comporterait également des programmes de prévention des pertes alimentaires;
- k) Etudier les possibilités de mettre en place un réseau sous-régional de recherche, de formation, de supervision et de diffusion d'informations relatives à la prévention des pertes alimentaires;
- l) Fournir aux petits agriculteurs des insecticides efficaces et économiques.

- c) Amélioration des institutions de commercialisation des cultures vivrières et des produits de l'élevage des petites entreprises agricoles

Le MULPOC de Lusaka devrait faire de ce projet une priorité dans son programme de travail et en assurer le financement au moyen de ressources intérieures et extérieures.

d) Etude analytique des prix de production agricole

Le MULPOC de Lusaka devrait préparer un descriptif de projet pour une étude analytique des prix de production agricole aux fins de soumission aux bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. Ce projet devrait inclure:

- i) des études sur les politiques et systèmes nationaux de fixation des prix de production agricole qui mettent l'accent sur les réactions à l'offre (prix et élasticité croisée) ainsi que sur les répercussions de ces politiques sur la production agricole, et sur la répartition des ressources et des revenus;
- ii) des cours de formation quant à l'analyse des prix de production agricole qui devraient être organisés pour les fonctionnaires des pays membres.

III. INDUSTRIE

Rapport intérimaire sur la création d'industries sidérurgiques et mécaniques pour la sous-région des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe

34. A ce sujet, le Conseil des ministres a convenu qu'il faudrait parler de MULPOC au lieu de ZEP chaque fois que cette dernière est mentionnée dans cette partie du rapport. Les deux institutions devraient s'en tenir à leurs domaines respectifs de compétence afin d'éviter toute confusion. En outre, on a convenu que les Etats membres devraient envoyer au Secrétariat de la CEA des informations qui permettent d'établir des rapports complets et adéquats sur chaque pays. A cet égard, il a été convenu que la CEA établirait des rapports sur l'Angola et le Mozambique.

35. Le Conseil des ministres a approuvé les rapports présentés à ce sujet et adopté les recommandations suivantes:

Industries sidérurgiques

- a) Le Comité chargé de la sidérurgie pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESASDC) devrait être spécifiquement chargé de formuler et de réviser le programme de travail relatif à l'industrie sidérurgique et d'en suivre l'exécution;
- b) On devrait assurer immédiatement la participation active des institutions nationales et multinationales de financement et des producteurs et distributeurs à la mise en oeuvre de ces décisions, notamment en les invitant à participer aux réunions du Comité et à en organiser eux-mêmes;
- c) On devrait inviter instamment les Etats membres à faciliter la prompt exécution de ces recommandations en assurant que leurs représentants respectifs au sein du Comité disposent de mandats et d'informations et en répondant rapidement aux demandes qui leur seraient faites par le Comité, le Conseil des Ministres ou toute autre organisation de soutien technique telles que le bureau du MULPOC.

Industries mécaniques

- a) Des représentants des producteurs, des institutions de recherche - développement et des organes nationaux de financement devraient faire partie des délégations que chaque pays envoie aux réunions du Comité intergouvernemental d'experts sur l'industrie mécanique;
- b) Chaque gouvernement devrait s'engager à promouvoir d'urgence, si cela n'a déjà été fait, la création d'associations chargées de faire progresser les industries mécaniques;
- c) Il faudrait envisager la possibilité de produire un véhicule normalisé, répondant tout particulièrement aux besoins des régions rurales, dont la production permettrait la coopération dans tous les domaines des industries mécaniques grâce à la normalisation des pièces détachées et aux contrats de sous-traitance.

Rapport intérimaire sur la création d'industries chimiques en Afrique de l'Est et en Afrique australe

36. Dans le domaine des industries chimiques, le Conseil des ministres a approuvé les recommandations suivantes:

- a) Le Comité intergouvernemental d'experts sur les produits chimiques devrait être l'organe principalement chargé d'établir et d'étudier le programme de travail du sous-secteur et de suivre l'exécution des décisions y relatives;
- b) Les institutions nationales et multinationales africaines de financement ainsi que les agents de production et de distribution devraient participer activement à l'exécution de ces décisions, notamment en participant aux réunions du Comité et en organisant leurs propres réunions;
- c) Les Etats membres devraient se prononcer d'urgence sur la prise de participation au capital-actions des sociétés et l'achat des produits du projet de potasse de l'Ethiopie et du projet d'ammoniaque de la République-Unie de Tanzanie afin de permettre à ces deux pays de prendre les mesures nécessaires à l'exécution des projets;
- d) L'Ethiopie et la République-Unie de Tanzanie devraient entreprendre des activités de suivi au titre du point c) ci-dessus et faire rapport à la septième réunion du Conseil des ministres et aux réunions ultérieures sur les dispositions concrètes prises par les Etats membres et sur l'état d'avancement de leur projet respectif;
- e) Les Etats membres devraient faciliter l'exécution, dans les délais voulus, des recommandations et décisions en donnant à leurs représentants au Comité les pouvoirs et les ressources appropriées.

Rapport intérimaire sur l'application de la résolution III du Conseil des ministres concernant la transformation de la Serere Research Station en institution sous-régionale de recherche et de démonstration en matière de production de farines composées à base de sorgho, de mil et autres céréales et de manioc

37. Le Conseil des ministres a pris note du rapport et décidé que :

- a) Dans le cadre de la phase I, le Gouvernement ougandais devrait en 1983 agrandir la Serere Research Station en y ajoutant un élément de traitement des produits alimentaires;
- b) Pour la phase II, il faudrait que la CEA redouble d'efforts pour mobiliser de l'extérieur les ressources requises afin de transformer la Serere Research Station en un centre sous-régional, ce qui devrait coûter environ 1 005 000 dollars des Etats-Unis pour une période de cinq ans.

38. En outre, afin d'appuyer la demande de fonds auprès de sources extérieures, le Conseil des ministres a adopté une résolution sur le financement de la transformation de la Serere Research Station en un centre sous-régional (Résolution I).

Etude de marché sur la possibilité pour les pays membres du MULPOC de Lusaka d'exporter des meubles et des produits de menuiserie vers les pays du golfe Persique et la Jamahiriya arabe libyenne

39. Le Conseil des ministres a pris note du rapport et a demandé au secrétariat d'envoyer sa mission à ce sujet également au Zimbabwe dès qu'il sera avéré que l'industrie des meubles du Zimbabwe répond à tous les critères voulus.

Révision des codes et règlements du bâtiment

40. Le Conseil des ministres a pris note du rapport et décidé des mesures suivantes:

- i) Le modèle de codes et de priorités suggéré par la CEA devrait être accepté par tous les pays comme une base pratique pour l'élaboration de nouveaux codes, règlements et priorités au niveau national;
- ii) Chaque gouvernement devrait mettre en place, aussitôt que possible, un mécanisme nodal précis (là où un tel mécanisme n'existerait pas) dans le cadre duquel seraient entreprises la révision des lois, codes et règlements régissant actuellement l'industrie de la construction et du bâtiment, l'identification des changements nécessaires et leur mise à jour périodique ainsi que leur administration et leur application une fois qu'ils auraient été approuvés par le gouvernement;
- iii) La CEA devrait préparer un modèle détaillé de codes et règlements du bâtiment, suggérer les modalités de leur application efficace et soumettre ces dernières à une réunion d'experts qui seraient chargés de les étudier dans le détail et de faire des recommandations en vue de leur adoption par les gouvernements;

- iv) Les gouvernements devraient reconnaître la nécessité d'établir une coordination étroite entre d'une part les codes et règlements et d'autre part les politiques et programmes du logement, les normes, la recherche en matière de bâtiment et de matériaux de construction, les réseaux d'information et les services de formation; les gouvernements devraient également formuler et exécuter des programmes spécifiques;
- v) Au niveau sous-régional, il conviendrait de promouvoir les activités concernant les questions d'intérêt commun relatives à la révision des codes et règlements du bâtiment, à l'établissement des normes, à la promotion de la recherche en matière de bâtiment et de matériaux de construction et à la formation; les gouvernements devraient créer un "Conseil consultatif" commun qui assurerait la liaison technique et soumettrait périodiquement à l'examen des gouvernements de la sous-région des propositions sur des aspects précis;
- vi) Dans le cadre des activités à entreprendre au niveau national au titre du point v) ci-dessus, les gouvernements devraient examiner la possibilité de créer un "conseil national du bâtiment" (comme cela a été fait en République-Unie de Tanzanie) afin de faciliter la centralisation de la planification et de l'exécution des programmes visant à assurer le développement global des industries des matériaux de construction et du bâtiment; les responsabilités mentionnées au point ii) ci-dessus devraient être confiées à ce conseil;
- vii) La CEA devrait poursuivre l'exécution du programme au-delà de décembre 1983, toutes les organisations internationales appropriées devraient être associées à son exécution.

Séminaire sous-régional sur le développement du bois de chauffe et de l'énergie pour la femme africaine

41. Il a été convenu que, même si ce séminaire s'attache essentiellement aux problèmes d'énergie et de bois de chauffe relatifs aux femmes, la nature multidimensionnelle des problèmes d'énergie justifie qu'y soient invités des gens et des institutions qui s'occupent des divers aspects de cette question de l'énergie.

IV. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Rapport intérimaire sur les activités relatives aux transports par voies d'eau intérieures

42. Le Conseil a approuvé le rapport, a félicité le secrétariat de s'être efforcé d'organiser des cours de formation afin d'améliorer les connaissances des hauts fonctionnaires des transports par voies d'eau intérieures en matière de planification et de gestion et a remercié le PMUD ainsi que le Gouvernement soviétique d'avoir fourni l'un l'assistance technique et l'autre les moyens de formation nécessaires.

43. Le Conseil a aussi demandé à la CEA de bien vouloir organiser dès que possible d'autres cours similaires et a invité les Etats membres à en tirer le

RECTIFICATIF

Le paragraphe 17 page 3 devrait se lire comme suit :

17. Il a déclaré qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter, comme l'avaient fait certaines délégations, du chevauchement des activités du MULPOC avec celles de la ZEP et de la CCDAA. Il a proposé que soit formé un Comité ad hoc composé de cinq pays et des secrétariats de la ZEP, de la CCDAA, ~~du~~ MULPOC et de la CEA qui se charge de préparer un document où seraient clairement définies les modalités de la coopération entre le MULPOC de Lusaka d'une part et d'autre part la ZEP et la CCDAA.

Rapport intérimaire sur les activités de la CEA dans le domaine des ports

44. Le Conseil des ministres a pris acte du rapport et a demandé à la CEA d'aider les pays qui ne l'ont pas encore fait à compléter les parties restantes du projet de modernisation et d'harmonisation des statistiques portuaires et d'introduction d'indicateurs de performance dans les ports de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe.

Rapport intérimaire sur les activités de la CEA dans le domaine des routes et des transports routiers

45. Le Conseil des ministres a approuvé le rapport et s'est félicité de ce que la question du siège de l'Autorité de la route trans-Afrique de l'Est devait être résolue lors de la réunion qui aurait lieu au Caire (Egypte) du 3 au 5 mars 1983. En outre, le Conseil a demandé aux Etats membres d'allouer suffisamment de fonds à l'entretien des routes afin que les efforts accomplis dans ce domaine par la CEA et autres bailleurs de fonds portent leurs fruits. Il a par ailleurs été convenu que les Etats membres devraient adopter et mettre en vigueur le code africain de la circulation routière qui a été préparé sous les auspices de la CEA.

Rapport intérimaire sur la mise en oeuvre des projets de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique

46. Le Conseil des ministres a pris note du rapport intérimaire préparé à ce sujet et a décidé que:

- a) A l'avenir les rapports relatifs à la Décennie devraient contenir un tableau indiquant le détail des projets de la sous-région par sous-secteur comme cela avait été fait pour l'ensemble de la région;
- b) Le projet RAF/80/015, "Développement des transports maritimes de la sous-région de l'Afrique de l'Est", devrait être inscrit au programme de la deuxième phase de la Décennie.

Rapport sur les pourparlers avec le Gouvernement du Kenya concernant l'éventuelle transformation de l'Académie portuaire de Bandari en un centre multinational de formation à la gestion et à l'exploitation des ports

47. Le Conseil des ministres a pris note du rapport et a remercié le Gouvernement kenyan d'avoir accepté d'autoriser les Etats membres de la sous-région à utiliser les installations de l'Académie portuaire de Bandari.

V. MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Rapport d'activité de l'Institut la gestion de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ESAMI)

48. Le Conseil des ministres a remarqué que seul le Zimbabwe avait signé les Statuts de l'ESAMI en plus des six membres fondateurs. Il s'est félicité d'autre part du fait que l'Institut avait considérablement augmenté ses activités de formation et que des pourparlers étaient en cours avec divers pays d'Afrique australe afin de les aider à se développer dans les domaines relevant des activités de l'ESAMI et il a pris acte du rapport et invité les Etats membres à apporter un soutien moral et matériel.

Programme régional intégré de formation, de recherche et de consultation en matière de conservation et de gestion de la faune africaine

49. Les ministres ont appris qu'une somme de 1 500 000 dollars étaient réservée dans le cycle de programmation 1983 - 1986 du PNUD à l'exécution d'activités dans ce domaine au Mwaka College en République-Unie de Tanzanie et à l'Ecole de Garoua (République-Unie du Cameroun) à condition que ces deux institutions se mettent au service de la région tout entière. C'est pourquoi le gouvernement tanzanien avait accepté d'entrer en pourparlers avec la CEA au sujet de la transformation du Mwaka College en un institut régional. Le Conseil a donc décidé de suspendre la décision de trouver une solution de rechange au Mwaka College en attendant le résultat des négociations en cours avec la République-Unie de Tanzanie.

Ecole sous-régionale de hautes études commerciales pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe

50. Le Conseil des ministres a invité les Etats membres à tirer parti des quelques bourses qu'offrait la CEA pour permettre à des étudiants de suivre un cours de deux ans débouchant sur une maîtrise de hautes études commerciales à l'Université de Nairobi. Les ministres ont noté qu'après consultation avec la CEA et l'Université de Nairobi, le Gouvernement kényen étudiait la possibilité de transformer son école commerciale en un institut sous-régional. Une réunion intergouvernementale devrait bientôt être organisée afin de discuter de la nature et du champ d'action de l'école, de ses structures administratives, de ses programmes d'étude et de son financement. La CEA a été priée de bien vouloir continuer à demander pour l'Ecole des fonds au PNUD et au Fonds pour l'enseignement de la gestion en Afrique.

Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques (Nairobi)

51. Le Conseil des ministres a regretté qu'il manque encore une dernière signature requise pour que les statuts de l'Institut puissent entrer pleinement en vigueur, ce qui lui permettrait de demander des fonds au PNUD et autres bailleurs de fonds, et que les contributions ne rentrant pas, ce qui interdisait à l'Institut de fonctionner. Les ministres ont invité les Etats membres à apporter leur plein soutien à l'Institut en signant les statuts et en versant leurs contributions. Ils ont demandé à la CEA de poursuivre les efforts déployés pour obtenir davantage de signatures afin que les statuts de l'Institut puissent entrer en vigueur. A ce sujet, les ministres ont également décidé que les instituts de ce type devraient être répartis plus équitablement dans la sous-région.

Développement des moyens institutionnels nécessaires à la planification de la main-d'œuvre

52. Les ministres ont appris qu'un Comité ministériel de suivi de neuf membres allait se charger des préparatifs de la deuxième Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines qui se tiendrait au Caire en 1984. Ce Comité devait se réunir à Addis-Abeba (Ethiopie) du 21 au 25 février 1983. Les ministres ont également appris que le Swaziland coordonnait la mise en valeur des ressources humaines pour les pays de la CSDA. Le Conseil a donc demandé aux Etats membres:

- a) De participer effectivement à la deuxième Conférence des ministres responsables de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines;
- b) D'utiliser pleinement les services offerts par les organisations internationales et sous-régionales;
- c) D'organiser des séminaires d'orientation aussitôt que possible de manière à établir une base pour la mise en place des moyens nécessaires pour assurer la planification, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines;
- d) D'inclure le Swaziland au nombre du Comité ministériel de suivi.

Application des recommandations de la Conférence commune CEA/AUA des vice-recteurs, présidents et recteurs des établissements d'enseignement supérieur en Afrique dans le cadre du Plan d'action de Lagos

53. Le Conseil des ministres a noté avec satisfaction les efforts déployés jusqu'à présent par les établissements africains d'enseignement supérieur dans la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos et a prié instamment les Etats membres :

- a) D'attirer l'attention des établissements d'enseignement supérieur sur l'importance du Plan d'action de Lagos pour le développement national et d'expliquer le rôle qu'ils devraient jouer dans sa mise en oeuvre;
- b) De faire appel au fonds de coopération inter-universitaire créé par l'AUA pour la formation et le développement du personnel universitaire et de s'efforcer de contribuer à ce fonds;
- c) De tirer profit des journées d'étude et séminaires de formation de la CEA dans les domaines de la planification de l'enseignement, du développement et de l'évaluation des programmes, de l'administration de l'enseignement et dans celui de la formation pédagogique destinée aux enseignants des divers niveaux et d'y participer;
- d) De faire de la production locale de manuels et de matériel d'enseignement divers une priorité nationale puisque la plus grande partie de ces manuels et de ce matériel était importée ce qui obligeait les pays à dépenser des devises;
- e) D'examiner attentivement les conclusions et les recommandations de l'étude sur l'utilisation maximale des ressources des établissements d'enseignement supérieur pour voir comment elles pourraient être utilisées au mieux dans leur pays respectif ou d'y faire faire des études similaires.

Rapport intérimaire sur les activités de la Commission chargée de la question des travailleurs en Afrique australe

54. La réunion a noté avec satisfaction les progrès réalisés jusqu'à présent par la SALC dans l'exécution de son programme de travail et souligné la nécessité de mobiliser des ressources financières et techniques pour l'exécution du programme de travail de la SALC. A cette fin, le Conseil a adopté la Résolution II.

Rapport intérimaire sur l'étude des qualifications nécessaires dans les administrations douanières de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et les besoins en personnel

55. La réunion a été informée des objectifs du projet de coopération technique

un programme de formation dans le domaine de l'administration douanière qui se réfère plus particulièrement aux questions concernant le traitement préférentiel des importations et des exportations, la simplification et l'harmonisation des règlements et formalités, les enquêtes sur les violations ainsi que la prévention et la répression de ces dernières. Le MULPOC de Lusaka avait entrepris à ce sujet une étude qui serait effectuée en deux phases au cours de la période 1983-1984. Le Conseil des ministres a pris note du rapport et a recommandé de poursuivre les activités relatives à ce projet jusqu'à ce qu'il soit achevé.

Rapport intérimaire sur l'application du projet d'intégration des femmes au développement

56. Le Conseil des ministres a observé que des circonstances historiques avaient maintenu les femmes à la remorque du développement économique. C'est pourquoi il fallait élaborer des projets et programmes spéciaux afin d'accélérer la pleine intégration des femmes au développement socio-économique. Le Conseil des ministres a donc approuvé les recommandations suivantes :

- a) Il faudrait que les projets et programmes destinés aux femmes soient pleinement intégrés aux plans nationaux de développement parce que si ces programmes n'y figurent pas ils ne reçoivent pas de fonds dans le cadre des budgets nationaux;
- b) Les mécanismes nationaux chargés de l'intégration des femmes au développement et les gouvernements devraient encourager et faciliter la participation des femmes aux prises de décisions;
- c) Il faudrait que toutes les délégations aux réunions internationales, notamment celles des organes directeurs du MULPOC, comportent un plus grand nombre de femmes possédant des compétences techniques ou participant aux prises de décisions.

Rapport intérimaire sur le Comité sous-régional chargé de l'intégration des femmes au développement

57. On a demandé aux Etats membres de soutenir les projets destinés aux femmes en finançant la participation de leurs représentants aux réunions et autres activités y relatives. Les Etats membres ont également été invités à offrir des contributions aux programmes destinés aux femmes lors de la Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement en Afrique qui doit avoir lieu au siège de la CEA en avril 1983. Le Conseil des ministres a pris note du rapport.

58. Le Conseil des ministres a en outre adopté la Résolution III sur l'intégration des femmes au développement.

VI RESSOURCES NATURELLES

Rapport intérimaire sur l'application des recommandations de la première Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique

59. Un représentant du secrétariat a expliqué aux experts quelles mesures la CEA avait prises pour mettre en application les recommandations de la première Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique, qui s'était tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie) en février 1981 (voir document ECA/MULPOC/Lusaka/VI/8/i).

60. Conformément aux recommandations de la Conférence d'Arusha, le secrétariat envisageait de réunir la deuxième Conférence régionale sur la mise en valeur des ressources minérales en Afrique au cours du dernier trimestre de 1983. Les Etats membres qui désiraient accueillir la Conférence étaient priés de bien vouloir en informer le secrétariat.

61. Le Conseil des ministres a invité instamment à instituer des mécanismes sous-régionaux grâce auxquels les Etats membres pourraient faire savoir au secrétariat quels progrès ils auraient enregistrés dans l'exécution des recommandations de la Conférence d'Arusha, ceci avant les réunions des organes directeurs du MULPOC de Lusaka. Le Conseil des ministres a donc décidé :

- a) que les ministères chargés de la mise en valeur des ressources minérales de chaque pays soumettent en fin d'année des rapports d'activité au secrétariat de la CEA;
- b) que soit créé un comité sous-régional chargé de la mise en valeur des ressources minérales et composé de représentants des Etats membres qui devrait, entre autres, surveiller et examiner d'année en année la mise en oeuvre des recommandations de la Conférence d'Arusha;
- c) que le secrétariat de la CEA collabore plus étroitement avec le secrétariat de la CCDA et l'Etat membre chargé de la coordination de la mise en valeur des ressources minérales au sein de la CCDA afin d'accélérer le rythme de la mise en valeur des ressources minérales de la sous-région et d'en accroître l'utilisation.

Rapport de la réunion du Comité technique ministériel chargé d'étudier les problèmes que rencontre le Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (Dodoma-République-Unie de Tanzanie)

62. Le Président de la cinquième réunion du Comité d'experts du MULPOC a présenté le document paru sous la cote ECA/MULPOC/Lusaka/VI/8/iv/a établi à ce sujet. Le Comité technique ministériel était composé du Kenya, de la République-Unie de Tanzanie, de la Zambie, du Zimbabwe et de la CEA.

63. Le Conseil des ministres a approuvé le rapport et les recommandations suivantes qui y figuraient :

- i) Afin d'améliorer la situation budgétaire (financière) du Centre de Dodoma de mise en valeur des ressources minérales des pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, grâce aux contributions des membres et aux apports extérieurs, tous les pays de la sous-région devraient devenir membres du Centre en 1983;
- ii) Afin d'harmoniser des programmes multinationaux de mise en valeur des ressources naturelles, les pays membres de la sous-région devraient s'efforcer d'utiliser le Centre de Dodoma, ce qui leur permettrait aussi de diminuer leurs dépenses d'équipement;
- iii) Le Centre devrait s'efforcer de promouvoir ses activités grâce à des publications scientifiques et techniques qu'il pourrait échanger avec d'autres institutions de la sous-région et dont il pourrait se servir pour attirer des membres potentiels;
- iv) Le Centre devrait se spécialiser dans des domaines de développement prioritaires pour la sous-région comme la mise en valeur des minéraux industriels et l'augmentation des transformations de ressources minérales;

- v) Le Centre devrait absolument coopérer et collaborer avec les institutions nationales et multinationales de la sous-région qui ont des programmes de travail semblables au sien;
- vi) Nonobstant les recommandations ci-dessus énoncées, le Comité prie instamment le Conseil des ministres et le Secrétaire exécutif de la CEA de demander à la communauté internationale d'apporter au Centre de Dodoma de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe l'indispensable assistance financière et technique.

64. Etant donné l'importance du Centre de Dodoma, les ministres ont en outre décidé d'adopter la résolution IV qui insiste sur les recommandations énoncées ci-dessus. Il a été aussi convenu qu'il faudrait créer des mécanismes chargés de suivre la mise en oeuvre desdites recommandations.

Rapport préliminaire sur l'évaluation des institutions nationales de cartographie et étude des besoins en personnel

65. La réunion a pris note du rapport qui lui était présenté et a décidé que la CEA devrait étudier les autres pays du MULPOC de Lusaka et publier et distribuer aussi rapidement que possible le rapport final au cours de l'année 1983.

Centre de démonstration de l'énergie solaire pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe

66. Le Conseil des ministres a pris acte de l'existence d'un centre de démonstration de l'énergie solaire au siège de la CEA à Addis-Abeba (Ethiopie) qui s'agrandissait progressivement depuis 1980 grâce aux dons de divers pays et institutions. Les Etats membres ont été invités instamment à utiliser ce centre.

Rapport d'activité sur l'assistance fournie à l'Ouganda en vue de remettre en état le réseau géodésique

67. Le Conseil des ministres a reconnu la nécessité d'aider l'Ouganda à restaurer son réseau géodésique ainsi qu'à renforcer les autres secteurs de la cartographie qui sont tributaires des levés géodésiques.

68. Le Conseil a donc décidé que :

- a) Le Gouvernement ougandais sollicite une assistance bilatérale pour pouvoir remettre en état les autres éléments de son infrastructure de cartographie et s'efforce de les placer sur la liste des priorités;
- b) La CEA fasse tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir une assistance technique internationale qui permette à l'Ouganda de remettre en état son réseau géodésique et de renforcer les autres secteurs de la cartographie qui sont tributaires des levés géodésiques.

Rapport sur la mise en place d'un projet d'assistance au Mozambique en matière de besoins en personnel dans le domaine de la cartographie

69. Le Conseil des ministres a pris note du rapport et décidé de recommander à la CEA d'exécuter au plus vite le projet étant donné son importance. On a décidé en particulier que les missions de la CEA devraient entrer en contact au Mozambique avec les ministères intéressés, notamment ceux qui ont participé à des réunions du MULPOC, afin d'assurer le succès desdites missions.

VII SYSTEME PANAFRICAIN DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATIQUE (PADIS)

70. Le Conseil des ministres a pris note du rapport et décidé que :
- a) La CEA aide les Etats membres à créer des centres nationaux;
 - b) On crée parallèlement un centre sous-régional, le Système de documentation pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESADIS).

VIII PROJETS SPECIAUX

Assistance aux mouvements de libération

71. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le représentant de l'Institut des Nations Unies pour la Namibie a remercié Sa Majesté la Reine, son Gouvernement et le peuple du Royaume du Swaziland pour l'hospitalité qu'ils ont chaleureusement offerte aux mouvements de libération. Il a aussi remercié M. Adebayo Adedeji, le Secrétaire exécutif de la CEA, de les avoir invités à participer à la réunion en observateurs. Les mouvements de libération se félicitaient d'être présents, non seulement parce que cela leur permettait d'assister à la deuxième phase de la lutte de libération, mais parce que c'était aussi le fait que certaines parties de la sous-région n'étaient pas libres qui faisait obstacle à la coopération et à l'intégration économiques sous-régionales. Les mouvements de libération étaient favorables à la création de la ZEP et de la CCDAA parce que ces organisations devraient permettre de diminuer la dépendance des Etats membres vis-à-vis du régime raciste d'Afrique du Sud. Ces efforts allaient donc dans le même sens que ceux des mouvements de libération qui sont déterminés à débarrasser l'Afrique de l'apartheid. Le représentant de l'Institut a regretté que les mouvements de libération aient participé à la réunion incognito, puisqu'aucun signe n'avait été placé sur les tables pour les identifier. Ils avaient cependant apprécié l'hospitalité qui leur avait été offerte ainsi que les termes de la résolution III relative à l'assistance aux mouvements de libération.

72. Le représentant du Panafrikanist Congress of Azania a demandé aux Etats membres de bien vouloir envisager d'offrir des emplois aux étudiants de tous les mouvements de libération qui auraient fini leurs études.

73. Plusieurs représentants ont déclaré que cela se faisait déjà dans leur pays et ont exprimé l'espoir que les pays où ces membres des mouvements de libération poursuivent leurs études envisageraient aussi de les employer. A la suite de ces discussions, les ministres ont adopté le rapport ainsi que le projet de résolution V sur l'assistance aux mouvements de libération.

Projet de programme de travail du MULPOC de Lusaka

74. Vu que le mandat des diverses organisations intergouvernementales existant dans la sous-région était différent il n'y avait pas de risque de doublet. Toutefois, il faudrait s'efforcer d'éviter les chevauchements d'opérations sous-régionales. Les ministres ont appris que le Projet de programme de travail serait revu et soumis au Comité de supervision avant d'être envoyé aux Etats membres. A cet égard, le Conseil des ministres a décidé que :

- i) Un Comité comprenant le Botswana, l'Ethiopie, le Kenya, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie devraient être constitué avec l'assistance des secrétariats de la CEA, de la ZEP et de la CCDAA;

- ii) Le mandat de ce comité devrait être d'étudier les moyens grâce auxquels le MULPOC pourrait favoriser et intensifier la coopération et la coordination avec la ZEP et la CCDA et entre ces deux institutions;
- iii) Ce Comité devrait être convoqué par le MULPOC de Lusaka qui devrait en assurer le déroulement;
- iv) Le rapport du Comité devrait être soumis au Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka à sa septième réunion;
- v) Le projet de Programme de travail devrait être étudié et révisé par le Comité de Supervision avant d'être envoyé aux Etats membres.

Préparation de la dix-huitième session de la CEA et neuvième réunion de la Conférence des ministres

75. Le Conseil des ministres a pris note des réunions suivantes qui devaient avoir lieu au siège de la CEA à Addis-Abeba (Ethiopie) du 14 avril au 13 mai 1983 :

- a) Quatrième réunion du Comité technique préparatoire plénier, 14 - 22 avril 1983;
- b) Troisième réunion de la Conférence des pays africains les moins avancés de la CEA - 25 et 26 avril 1983;
- c) Neuvième réunion de la Conférence des ministres de la CEA, 27 avril - 3 mai 1983.

76. Le Conseil des ministres a par ailleurs invité instamment tous les Etats membres du MULPOC de Lusaka à annoncer des contributions généreuses et à affecter des fonds au financement du MULPOC de Lusaka.

Vingt-cinquième anniversaire de la CEA

77. Le Conseil des ministres s'est félicité des préparatifs en cours pour les célébrations du vingt-cinquième anniversaire de la Commission économique pour l'Afrique entrepris conformément à la Résolution 355 (XVIII) de la Conférence des ministres de la CEA.

78. A cet égard le Conseil des ministres a décidé qu'en plus des chefs d'Etat qui avaient été invités à participer aux festivités à Addis-Abeba il faudrait ajouter à la liste des invités l'actuel Président de l'Organisation de l'unité africaine.

79. Le Conseil des ministres a donc convenu que les invités devraient être les suivants :

- a) Les chefs d'Etat des pays où se trouvent les sièges des MULPOC, à savoir le Maroc, le Niger, la République-Unie du Cameroun, le Rwanda et le Zambie;
- b) Les chefs d'Etat des pays où se sont déroulées les réunions des organes directeurs des MULPOC en 1983, à savoir le Bénin, le Gabon, le Zaïre, le Swaziland et le Maroc;

- c) Le chef d'Etat du pays où a eu lieu le Sommet de l'OUA lors duquel a été adopté le Plan d'action de Lagos, c'est-à-dire le Nigéria;
- d) Le chef d'Etat qui est actuellement président de la Conférence des ministres de la CEA, soit le chef d'Etat de la Jamahiriya arabe lybienne;
- e) Le chef d'Etat du pays hôte de la Commission : l'Ethiopie socialiste;
- f) L'actuel Président de l'Organisation de l'unité africaine.

80. Le secrétariat a déclaré qu'il communiquerait la décision de la sixième réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka au sujet du point f) au Camarade Mengistu Haile Mariam, Chef d'Etat de l'Ethiopie socialiste.

Questions diverses (point 6 de l'ordre du jour)

81. Il n'y a eu aucune discussion au titre de ce point de l'ordre du jour.

Date et lieu de la septième réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka (point 7 de l'ordre du jour)

82. Le Chef de la délégation kényenne a fait savoir que son pays serait prêt à accueillir la septième réunion du Conseil des ministres du MULPOC. Le Conseil serait tenu au courant des consultations avec les autorités gouvernementales appropriées.

Adoption du rapport (point 8 de l'ordre du jour)

83. Après y avoir apporté les modifications nécessaires, le Conseil des ministres a adopté le rapport de sa sixième réunion à l'unanimité.

Clôture de la réunion (point 9 de l'ordre du jour)

84. M. Ali S. Mchumo, Ministre du commerce de la République-Unie de Tanzanie a fait part de la profonde gratitude de tous les représentants envers le Gouvernement de Sa Majesté et le peuple du Royaume du Swaziland pour l'hospitalité chaleureuse qui leur a été offerte. Il a en outre remercié le Gouvernement de Sa Majesté pour avoir assuré des services de conférences de haute qualité qui ont contribué au succès des délibérations de la sixième réunion du Conseil des ministres.

85. Le Ministre a rappelé à quel point la ZEP et la CCDA étaient importantes et souligné que ces deux institutions allaient jouer un rôle qui contribuerait à favoriser la coopération économique et l'autonomie collective dans la sous-région, ce qui constituerait une arme efficace contre le régime raciste d'Afrique du Sud. Il a souligné qu'il fallait aider la ZEP et lui a souhaité de réussir dans sa noble tâche.

86. Le Ministre a ensuite proposé au nom de tous les participants une motion de remerciements sous forme de résolution à l'adresse du Gouvernement de Sa Majesté la Régente et du peuple du Royaume du Swaziland (Résolution VI).

87. Dans son discours de clôture, le Secrétaire exécutif de la CEA a remercié le Gouvernement de Sa Majesté et le peuple du Royaume du Swaziland pour avoir accueilli la sixième réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka, il a en outre rendu hommage à la qualité des services qui avaient été offerts pour les deux réunions des organes directeurs du MULPOC. Il a observé que la gravité de la situation économique et politique de la sous-région faisait de la

coopération économique et de l'autosuffisance un impératif absolu. Il a assuré aux représentants que la CEA était totalement dévouée à la réalisation des objectifs d'intégration économique de la sous-région et allait s'efforcer par tous les moyens d'en assurer le succès. Le Secrétaire exécutif a appelé tous les Etats membres de la sous-région à annoncer de généreuses offres de contribution en faveur des activités du MULPOC de Lusaka lors de la prochaine conférence d'annonces de contributions.

88. Pour conclure, Son Altesse le Prince Ngaba, Ministre du commerce, de l'industrie, des mines et du tourisme du Royaume du Swaziland et Président de la sixième réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka, a remercié les représentants pour la qualité des contributions qu'ils avaient apportées aux délibérations de la réunion. Il a également remercié le Secrétaire exécutif de la CEA et tout son personnel pour leur dévouement à la cause de la coopération économique dans la sous-région. Il a assuré les représentants qu'il allait faire tout ce qui serait en son pouvoir pour assister le MULPOC en sa capacité d'actuel Président du Conseil des ministres. Il a ensuite déclaré la réunion close.

RESOLUTION I

Résolution sur le financement de la transformation
de la Serere Research Station en un centre sous-régional

Le Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka à sa sixième réunion, tenue à Mbabane (Royaume du Swaziland) les 15 et 16 février 1983,

Rappelant avoir approuvé lors de sa cinquième réunion tenue à Lusaka du 23 au 25 mars 1982 la transformation de la Serere Research Station en une institution sous-régionale pour la recherche en matière de production de farines composées à base de blé, de mil, de maïs, de légumineuses et de tubercules, par exemple le manioc,

Conscient qu'une mission de la CEA, après avoir visité la Serere Research Station pour s'assurer de la possibilité de cette transformation, avait fait un rapport favorable à ce sujet,

Conscient également du fait que la mission avait estimé qu'il s'agirait d'un projet en deux phases qui coûterait 1,1 million de dollars des Etats-Unis,

Considérant que le PNUD qui devait en assurer le financement était placé devant des problèmes de liquidité qui risquaient de l'en empêcher,

Notant que le Gouvernement ougandais avait déjà dépensé trois millions de dollars des Etats-Unis pour construire les bâtiments requis,

Convaincu que la fabrication de farines composées à partir de céréales et de manioc produits localement contribuerait énormément à réduire les pénuries alimentaires dans la sous-région,

Appelle la communauté internationale, les institutions de financement et les Etats membres à contribuer au financement de la transformation de la Serere Research Station en un centre sous-régional.

RESOLUTION II sur la

Commission chargée de la question des travailleurs en Afrique australe

Le Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka, à sa sixième réunion, tenue à Mbabane (Royaume du Swaziland) les 15 et 16 février 1983,

Rappelant la décision prise par les Etats membres à Gaborone (Botswana) en janvier 1980 de créer une commission chargée de la question des travailleurs en Afrique australe afin de contribuer à réduire les migrations de travailleurs vers l'Afrique du Sud,

Notant avec satisfaction la qualité des travaux accomplis par cette Commission depuis ses débuts,

Conscient des besoins financiers et autres de ladite Commission,

Conscient en outre du fait que les Etats membres du MULPOC et la Commission économique pour l'Afrique doivent immédiatement offrir toute l'assistance possible aux Etats membres de ladite Commission,

1. Affirme son plein soutien à la Commission chargée de la question des travailleurs en Afrique australe qui s'efforce de minimiser les effets négatifs des migrations de travailleurs vers l'Afrique du Sud;

2. Appelle tous les Etats membres du MULPOC et la Commission économique pour l'Afrique à apporter une assistance financière, technique et autre à cette Commission afin de lui permettre de remplir son mandat;

3. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA de continuer d'offrir des services de secrétariat à la Commission jusqu'à ce que celle-ci puisse s'en passer;

4. Invite tous les bailleurs de fonds et pays amis à répondre favorablement aux demandes d'assistance relatives aux projets engagés par les Etats membres de la Commission afin de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud en créant des emplois.

RESOLUTION III sur

l'Intégration des femmes au développement

Le Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka en sa sixième réunion tenue à Mbabane, du 14 au 16 février 1983,

Rappelant le Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme et la résolution 269 (XII) adoptée par la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique le 28 février 1975,

Rappelant en outre la résolution no. 5 de la deuxième Conférence régionale sur l'intégration des femmes au développement qui s'est tenue à Lusaka (Zambie) en 1979,

Considérant que le Comité sous-régional chargé de l'intégration des femmes au développement a été créé en 1978 pour déterminer dans ce domaine les priorités de la sous-région et élaborer tous les deux ans le programme de travail qui serait exécuté dans le cadre du MULPOC de Lusaka,

Reconnaissant que la mise en valeur et l'utilisation maximale de toutes les ressources humaines sont indispensables si l'on veut obtenir un développement socio-économique rapide,

Conscient que les femmes des régions rurales n'ont pas obtenu une part équitable des ressources qui aurait pu leur permettre de mieux participer au développement national,

Conscient aussi que la réalisation des objectifs du Plan d'action mondial sur l'intégration de la femme au développement progresse avec lenteur,

Reconnaissant que les gouvernements et les femmes elles-mêmes s'efforcent de favoriser l'égalité des chances pour les femmes et d'accélérer leur participation à tous les secteurs du développement,

1. Prie instamment les Etats membres d'inscrire les programmes destinés aux femmes dans leurs efforts globaux de développement national ce qui en faciliterait le financement dans leur budget national;

2. Demande aux mécanismes nationaux chargés de l'intégration des femmes au développement d'encourager et de faciliter la participation des femmes aux prises de décisions;

3. Demande aux Etats membres d'inclure dans les délégations qui les représentent aux réunions internationales, et notamment à celles des organes directeurs du MULPOC, des femmes ayant des compétences techniques ou qui prennent des décisions d'ordre politique;

4. Invite les gouvernements à financer la participation de leurs représentants aux réunions du Comité sous-régional chargé de l'intégration des femmes au développement et autres activités connexes;

5. Invite en outre les pays membres à offrir des contributions aux programmes destinés aux femmes lors de la Conférence pour les années 84

RESOLUTION IV sur le

Centre de mise en valeur des ressources minérales
de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe

La sixième réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka tenue à Mbabane (Swaziland) du 14 au 16 février 1983,

Tenant compte des recommandations pertinentes du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine tenue à Lagos (Nigeria) en avril 1980,

Prenant note des recommandations de la première Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales tenue à Arusha en février 1981 et des réunions du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka tenues à Gaborone en janvier 1980, à Maseru en janvier 1981 et à Lusaka en mars 1982, recommandations relatives au Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe qui est la première institution du genre en Afrique,

Reconnaissant le rôle des ressources minérales dans le développement accéléré des pays de la sous-région et le rôle que le Centre pourrait jouer dans le développement de ces ressources,

Reconnaissant par ailleurs que l'adhésion de nombreux pays de la sous-région au Centre et leur participation accrue à son fonctionnement est susceptible d'attirer un appui accru des donateurs à l'institution,

Rappelant la recommandation de la cinquième réunion du Conseil des ministres adoptée à Lusaka en mars 1982 préconisant que le Conseil des ministres du MULPOC crée un comité ministériel pour s'enquérir des problèmes de cette institution en vue de recommander des solutions à ses problèmes financiers et politiques à la sixième réunion du Conseil:

1. Félicite le Président de la cinquième réunion du Conseil des ministres et les membres du Comité composé du Kenya, de la République-Unie de Tanzanie, de la Zambie, du Zimbabwe et de la Commission économique pour l'Afrique pour le rapport détaillé qu'ils ont présenté au Conseil;

2. Adopte le rapport du Comité ministériel des Etats membres du MULPOC de Lusaka qui était chargé de s'enquérir des problèmes qui se posent au Centre et de recommander les solutions appropriées;

3. Lance un appel aux Etats membres qui n'ont pas encore adhéré au Centre pour qu'ils le fassent au cours de l'année 1983 comme le recommandent le Plan d'action et l'Acte final de Lagos;

4. Invite les Etats membres de la sous-région à apporter au Centre l'appui politique et matériel dont il a besoin pour fonctionner efficacement;

5. Prie le Secrétaire exécutif de la CEA au nom des Etats membres de la sous-région de mobiliser l'assistance financière et technique nécessaire de la communauté internationale et des ressources de sources bilatérales pour assurer le fonctionnement du Centre;

6. Prie par ailleurs les Etats membres de fournir au secrétariat de la CEA des renseignements concernant les mesures prises au niveau national pour appliquer la présente résolution afin de permettre au secrétariat de faire rapport à la prochaine réunion du Conseil des ministres sur les progrès réalisés dans ce domaine;

7. Invite par ailleurs le Centre à faire connaître au public ses activités comme l'a recommandé le Comité technique dans son rapport et à coopérer efficacement avec les institutions nationales et multinationales ayant des programmes de travail similaires dans la sous-région.

RESOLUTION V sur

l'Assistance aux mouvements de libération d'Afrique australe

Le Conseil des ministres du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) de Lusaka, à sa sixième réunion tenue à Mbabane (Swaziland) du 14 au 16 février 1983,

Rappelant la Résolution 974 (XXXVI) D) II) adoptée par le Conseil économique et social des Nations Unies le 30 juillet 1963 à la demande de la Commission économique pour l'Afrique qui stipulait que la République d'Afrique du Sud ne pourrait participer aux travaux de la Commission économique pour l'Afrique tant qu'il ne serait pas avéré que les conditions d'une coopération constructive y avaient été restaurées grâce à un changement de politiques raciales,

Rappelant en outre la résolution 370 (XIV) adoptée par la Commission le 27 mars 1979 qui invitait l'ONU et les institutions spécialisées ainsi que les organisations non-gouvernementales à aider la Commission à élaborer des programmes d'assistance directe aux membres des mouvements de libération reconnus par l'Organisation de l'unité africaine,

Conscient d'avoir pris lors de sa cinquième réunion tenue à Lusaka (Zambie) du 23 au 25 mars 1982 la décision que la Commission économique pour l'Afrique devrait aider les mouvements de libération d'Afrique du Sud à effectuer des études sur des stratégies de développement économique pour l'Afrique du Sud lorsqu'elle sera débarrassée de l'apartheid,

Conscient en outre que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté en décembre 1981 la Résolution 36/172 relative à l'année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud sur la base de laquelle le Conseil avait, lors de sa cinquième réunion, demandé au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de faire une étude pour déterminer quels effets des sanctions économiques à l'encontre de l'Afrique du Sud auraient sur les pays africains voisins indépendants afin d'établir l'ampleur de l'assistance que la communauté internationale devrait apporter à ces pays,

Prenant acte du fait que le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique a soumis deux descriptifs de projets à l'Administrateur du PNUD, l'un sur les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud et l'autre sur la stratégie économique pour l'Afrique du Sud lorsqu'elle sera débarrassée de l'apartheid.

1. Réaffirme son soutien total aux mouvements de libération d'Afrique du Sud dans leur juste lutte contre le racisme et l'apartheid;
2. Réitère les décisions prises lors de sa cinquième réunion quant à l'exécution de projets d'assistance aux mouvements de libération;
3. Demande à l'Administrateur du PNUD d'envisager de financer, sur la base des descriptifs qui lui ont été soumis par le Secrétaire exécutif de la CEA, les projets sur les sanctions économiques pour l'Afrique du Sud lorsqu'elle sera débarrassée de l'apartheid;
4. Invite tous les bailleurs de fonds et pays amis à considérer favorablement les projets relatifs à l'assistance aux mouvements de libération;
5. Charge le Secrétaire exécutif de la CEA de prendre contact avec l'Administrateur du PNUD et les pays et institutions bailleurs de fonds afin d'obtenir le financement des deux projets ci-dessus mentionnés et lui demande

RESOLUTION VI

Motion de remerciements au Gouvernement et au peuple
du Royaume du Swaziland

La sixième réunion du Conseil des ministres du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (MULPOC de Lusaka) tenue à Mbabane (Royaume du Swaziland) du 14 au 16 février 1983,

Consciente du fait que les dispositions prises par le Gouvernement de Sa Majesté pour les deux réunions des organes directeurs du MULPOC et l'atmosphère propice créée à cette occasion ont permis d'examiner de façon satisfaisante les problèmes socio-économiques de la sous-région;

Reconnaissant que les deux réunions des organes directeurs du MULPOC ont donné aux Etats membres de la sous-région l'occasion de discuter de l'exécution du programme de travail du MULPOC de Lusaka pour 1983 et d'examiner les moyens de mettre en commun leurs ressources en vue de tirer pleinement profit de la complémentarité des Etats de la sous-région;

Reconnaissant par ailleurs que ces consultations annuelles donnent aux Etats membres l'occasion d'examiner et de coordonner toutes les activités visant à promouvoir l'autonomie collective et l'indépendance économique;

Notant avec satisfaction que la brillante allocution prononcée par le Premier Ministre Son Altesse le Prince Mabandla sur les problèmes économiques qui se posent à la sous-région et à l'ensemble du continent africain suscitent la réflexion;

1. Remercie le Gouvernement de Sa Majesté et le peuple du Royaume du Swaziland pour les excellentes dispositions prises pour les réunions et l'hospitalité cordiale offerte à tous les représentants;

2. Exprime par ailleurs sa gratitude pour le rôle que le Gouvernement de Sa Majesté continue de jouer en vue de promouvoir la coopération économique de la sous-région;

3. Prie le Président du Conseil de transmettre la présente résolution relative à la motion de remerciements au Gouvernement de Sa Majesté et au peuple du Royaume du Swaziland.